

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n° 4 - novembre/décembre 2009

NPA

Prix libre

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Édito

La fin des affaires?

Les condamnations prononcées à l'issue du procès de l'Angolagate ont surpris tout le monde, à commencer, semble-t-il, par le pouvoir politique, tant toute cette affaire, comme le procès Elf avant elle, était marquée par le sceau de la raison d'Etat. Si on ne peut que se féliciter de cette entorse faite à la longue tradition d'impunité en matière de trafics d'armes et de magouilles pétrolières, il faut quand même noter que les peines sont restées très mesurées au regard de la gravité des faits, qu'entre l'appel et la cassation, sans oublier la jurisprudence « Papon » des libérations pour « raisons de santé » qui avait déjà bénéficié aux condamnés de l'affaire Elf, il y a peu de chance de voir un Pasqua croupir en prison.

Nulle doute en tout cas que cela ne fera que renforcer la détermination de Sarkozy à « réformer » la justice, pourtant déjà passablement timorée, et à faire disparaître les juges d'instructions, relativement indépendants, au profit du renforcement des prérogatives du parquet, aux ordres du pouvoir politique, en matière d'enquête. Avec le renforcement du « secret défense », désormais étendu à des lieux stratégiques et non plus simplement à des documents, c'est à une véritable opération de bunkérisation que l'on assiste, au profit des pratiques politico-militaro-maffieuses de la Ve république.

Il y a quelques mois, le statut des militaires en opération extérieure avait également fait l'objet de modifications importantes. Jusqu'à présent, hors déclaration officielle de guerre, les soldats en Opex n'avaient – théoriquement – le droit de faire usage de leurs armes qu'en cas de légitime défense. Ils peuvent désormais légalement recourir à la force et provoquer la mort, même en l'absence de danger immédiat, dans le cadre de leurs missions, sans risquer de se voir poursuivis devant le Tribunal aux armées de Paris, lequel semble par ailleurs avoir été mis au pas avec le départ des magistrates les plus déterminées.

Ainsi, concernant les basses œuvres de la Françafrique, l'impunité judiciaire est-elle garantie du haut en bas de la chaîne hiérarchique. Du moins tant que ce régime n'aura pas été mis à mal par un mouvement d'opposition radical et déterminé à en finir avec les « affaires » françafricaines.

Robin Guébois



S
O
M
M
A
I
R
E

• **En bref**

Repression au Sahara occidental et en Guinée

• **Politique**

Coup d'Etat au Niger, instabilité au Tchad

• **Economie et société**

Liberté d'expression en Tunisie et au Maroc
Diaspora: en France, les Sans-Papiers en lutte
Coupe du monde de football en Afrique du sud

• **Françafrrique**

Lune de miel France-Mauritanie

• **International**

« Identité nationale » en France

• **Dossier**

L'altermondialisme en Afrique

• **Entretien**

Etre antiapitaliste au Maroc

• **Campagnes - Mobilisations**

« Areva ne fera pas la loi au Niger »

• **Histoires - Mémoires**

Les massacres de tirailleurs sénégalais

• **Cultures**

A (re)lire, à visiter

• **Agenda**

Réunions, débats, mobilisations

Violente répression au Sahara occidental

Peu après les rencontres préparatoires à de nouvelles négociations entre le Maroc et le Polisario, en août 2009, Mohamed VI, partisan d'une « marocanisation forcée » a intensifié sa politique de répression envers les populations sahraouiennes, principalement les défenseurs des droits de l'homme, à l'abri de l'apathie, sinon de la complicité des gouvernements occidentaux. Enlèvements, arrestations arbitraires, tortures, refus de l'accès aux soins aux manifestants blessés lors d'affrontements avec la police, puis procès expéditifs, lourdes condamnations et amendes.



C'est à la suite de telles pratiques que le co-président du CORELSO a écopé d'une peine de 4 mois de prison ferme, pour détention d'un porte-clé représentant le drapeau sahraoui. Parmi les militants en grand danger, 7 responsables d'associations sahraouiennes, enlevés dès leur retour d'une visite au camp de réfugiés de Tindouf. Poursuivis par la justice militaire (le plus drôle des oxymores!) pour trahison et atteinte à la sûreté nationale en vertu de la loi antiterroriste, ils sont passibles de 20 ans de réclusion.

Le climat de lynchage médiatique autour de ces événements ainsi que les arrestations de journalistes, sont une réelle menace pour la liberté d'expression, à laquelle ne répond que le silence des médias occidentaux.

Guinée: Dadis Camara doit partir!

Le peuple guinéen, une fois de plus est victime de l'armée. Les grèves générales de 2006 et 2007 avaient montré la violence et la brutalité avec laquelle les hommes du BATA (Bataillon Autonome des Troupes Aéroportées) et de la Garde Présidentielle avaient conduit la répression. Ce qui s'est passé le 28 septembre au stade de Conakry surpasse dans l'horreur et l'abomination ce que l'on avait connu. Les tueries, les viols, les tabassages, ne sont pas le lot d'une quelconque bavure mais d'une volonté délibérée de la junte de terroriser les populations. La dernière communication d'Human Rights Watch démontre que ces actes étaient prémédités. Les responsables sont bien au camp d'Alpha Yaya Diallo.

Aucune illusion à se faire sur Camara

Dadis Camara a toujours été un soutien à l'ancien dictateur Lansana Conté même s'il restait dans l'ombre il jouait un rôle important. D'un côté il suscitait les mutineries et de l'autre il négociait les conditions de leur fin, ainsi il gagnait sur les deux tableaux en apparaissant indispensable au régime Conté, et en gagnant une popularité parmi les militaires pour lesquels il obtenait des avantages. En prenant le pouvoir, Camara avait juré

que ni lui ni les autres membres de sa junte appelée indûment CNDD (Conseil National pour le Développement et la Démocratie), postulerait aux élections présidentielles. Il avait déclaré aussi qu'il lutterait contre la corruption et le trafic de drogue. Le bilan est clair, il fait comme tout les autres dictateurs en s'inventant un appel du peuple qu'il le supplierait d'être candidat. Quant à la corruption, certes des corrompus ont été envoyés en prison, mais pour être aussitôt remplacés par les membres du CNDD. Personne ne peut être dupe du verbiage nationaliste et anti-impérialiste d'un Camara qui a toujours soutenu Conté qui a livré le pays aux multinationales contre rétribution pour lui et son clan, alors que dans le même temple les guinéens vivent dans un dénuement complet.

Soutien français

Et aucune illusion à se faire sur le gouvernement français. Quelques jours avant le massacre du 28 septembre, Balkany un des membres des réseaux de la Françafrique se faisait l'avocat du dictateur, juste après, Joyandet déclarait qu'il suspendait la coopération militaire française, ce qui revient à dire que pendant les répressions lors des grèves générales de 2006 et 2007 qui ont fait des centaines de morts, la France continuait de collaborer. Un gouvernement français, qui dans les années 2000, avait formé la garde présidentielle, les mêmes qui systématiquement se distinguent dans la répression des mouvements populaires. Si le gouvernement français condamne la junte c'est par ce que Camara est un élément qui déstabilise la région et donc est une menace potentielle pour le climat des affaires des multinationales comme l'a été dans son temps Charles Taylor et non pour des raisons humanitaires ou des droits humains. En effet, la France soutient sans état d'âme des dictateurs, qui renient leur parole pour s'accrocher aux pouvoirs comme Tanja au Niger, qui fait assassiner les opposants comme Deby au Tchad, qui fait tirer sur son peuple comme Biya au Cameroun ou Faure au Togo et la liste est longue.



Discrédité et isolé à l'internationale comme à l'intérieur, la junte est divisée malgré les efforts de Camara pour maintenir son unité. Les grandes mobilisations populaires, à l'image de ce que le pays a connu pendant la grève générale, peuvent faire plier le pouvoir militaire. Les pressions populaires peuvent être telles, que la peur peut changer de camp. Le départ de Camara ne doit être qu'un début pour la mise en place d'un gouvernement de transition qui répond aux urgences sociales des populations.

Paul Martial

A lire, sur le site Libération Afrique : « Les Forces Vives rejettent la proposition du médiateur », déclaration n° 13 du Forum des Forces vives de Guinée, 21 novembre 2009. <http://www.liberationafrique.org/spip.php?article2538>

Niger – Après nous, le désert...

C'est le 4 mai 2009, jour où Areva et les autorités nigériennes inaugurent l'exploitation uranifère d'Imouraren, que le président Tandja annonce la tenue d'un référendum sous l'œil bienveillant et complice de Mme Anne Lauvergeon (présidente d'Areva) et de Mr Joyandet (secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie). C'est que la fin de l'année 2009 sonne le glas du deuxième mandat de cet ancien colonel de l'armée nigérienne et que selon la Constitution encore en vigueur il y a trois mois, ce dernier ne pouvait se représenter. Qu'à cela ne tienne. Mamadou Tandja a décidé de rester, qui pourrait l'en empêcher ?



Le processus de coup d'Etat constitutionnel débute donc par la tenue d'un référendum le 4 août 2009 qui lui permettra de changer la constitution en s'octroyant d'abord une extension exceptionnelle de son actuel mandat de 3 ans (jusqu'en 2012) puis la possibilité par la suite de se représenter à sa propre succession. La Cour Constitutionnelle et l'Assemblée Nationale s'opposant à ce processus de violation de la Constitution, le président du Niger décide de dissoudre purement et simplement l'une et l'autre, créant ainsi un chaos total en détruisant toutes les institutions nigériennes. C'est dans ce climat de déviance dictatoriale que Mamadou Tandja organisera des élections législatives le 20 octobre dernier entérinant ainsi son passage en force, son installation durable au pouvoir et sa mainmise totale et dangereuse sur le pays.

Face à cet état de fait, il faut souligner le rassemblement et la résistance des partis d'opposition, des intersyndicales, de la société civile et la presse privée unis en coalitions diverses des formes démocratiques. Des mouvements comme la Fusad (Front Uni pour la Sauvegarde des Acquis Démocratiques) restent très actifs dans le pays et considèrent que la nouvelle constitution est

illégal et illégitime et se réfèrent donc toujours à la 5^{ème} République en ayant refusé de participer aux législatives du 20 octobre dernier.

Côté international, la seule voix claire a été celle de la Cedeao (Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) suspendant le Niger de toutes les instances de l'organisation sous-régionale. Au contraire, et comme l'on pouvait s'y attendre, la France, face à ses énormes intérêts économiques dans le pays, garde une ambiguïté sinon un silence coupable dans cette nouvelle démonstration de l'« Ami-Dictateur ». La Françafrique bat son plein et place forcément la France dans une attitude conciliante. En effet, depuis 45 ans, la France exploite et importe elle-même le précieux uranium extrait des sols nigériens dans la plus totale et scandaleuse opacité tant sur les questions économiques, sociales qu'environnementales. Grâce au dernier contrat minier signé par Areva (société française) dans le site d'Imouraren (mine à ciel ouvert), le Niger devient le second producteur mondial et perd définitivement toute souveraineté sur l'exploitation de son uranium.

Au-delà des considérations économiques et du prix du minerai souvent bradé aux multinationales, Areva est entre autre accusée de participer activement à l'appauvrissement et à la désertification de la région. Le comportement prédateur du minier est responsable de l'assèchement de la nappe phréatique, de la pollution et contamination de l'eau rejetée et par là même de la disparition de l'économie pastorale et des nomades de toute la région. Ce que l'on nomme ici « énergie propre » est en train de détruire et d'anéantir à tout jamais des régions entières de l'Afrique en accélérant leurs désertifications irréversibles et sacrifiant au passage les populations vivant sur place et n'ayant aucunes retombées ni bénéfiques des contrats juteux passés entre les multinationales et l'avidité de leur gouvernement.

C'est dans cette connivence argent-pouvoir que se déroulent le pillage et la saignée de l'Afrique. Les hommes forts des pays du sud ont encore de beaux jours devant eux, en tout cas tant que leurs sols pourront intéresser le nord. Le processus de normalisation des coups d'état est en marche, le processus de normalisation du silence de l'occident les entérine. A quand un nouveau massacre d'une population qui se soulève ? A quand l'arrêt de la politique impérialiste et néo-colonialiste de la France en Afrique ? Pour l'instant : après nous, le désert.

Isabel Ferreira

« Déclaration du 22 novembre 2009 : la CFDR demande à Tandja de partir le 22 décembre prochain » (extraits)

« Le dimanche 22 novembre 2009, la Coordination des Forces pour la Démocratie et la République (CFDR) a animé un meeting à la Place Toummo de Niamey [...]. La manifestation a drainé autant du monde que les précédentes. La capitale a une énième fois dit non au « Tazarce » [...] Aujourd'hui, dimanche 22 novembre 2009, nous sommes exactement à un mois, jour pour jour, de la fin du mandat légal de Monsieur Tandja Mamadou en tant que Président de la République, conformément aux dispositions de la Constitution du 09 août 1999. Le peuple nigérien aurait pu être à la veille d'un événement majeur, celui d'une alternance démocratique au pouvoir, dans la quiétude sociale et dans la paix des coeurs et des esprits, avec la fierté légitime d'avoir posé, année après année depuis 1999, des actes décisifs dans l'édification de la démocratie et

de l'Etat de droit. Mais hélas, la mégalomanie d'un homme, Tandja Mamadou, l'a conduit à nous plonger dans une crise politique et sociale sans précédent, que seuls les négateurs invétérés continuent à ignorer. [...] le comportement antidémocratique et répressif du pouvoir de Monsieur Mamadou Tandja, déniait systématiquement à l'opposition tout droit à certaines manifestations publiques tels que les marches, allant jusqu'à réprimer sauvagement et brutalement même les simples attroupements devant les sièges des partis politiques, empêchant l'accès aux médias d'Etat à tous ceux qui ne partagent pas les opinions du pouvoir, est porteur, de dangers et de graves menaces pour la stabilité et la quiétude sociale du Niger et de la sous région. C'est en cela que notre lutte est juste car elle vise à restaurer l'Etat de

droit au Niger, les libertés fondamentales et la légalité constitutionnelle consacrée par la Loi fondamentale du 09 août 1999. Elle vise également à faire en sorte que le Niger demeure un membre à part entière de la Communauté internationale, respectueux des principes démocratiques, du droit international et des engagements auxquels il a librement souscrit. Cette lutte est celle de toutes les Nigériennes et de tous les Nigériens des campagnes et des villes, quelle que soit leur position sociale. Car l'enjeu est d'amener Monsieur Tandja à restituer au peuple nigérien ce qu'il lui a pris de plus cher : sa souveraineté et sa liberté. Le mandat de Monsieur Tandja prend fin le 22 décembre prochain. A partir de cette date, il perd toute légitimité et toute légalité à l'intérieur comme à l'extérieur. [...] »

A lire sur <http://www.tamtaminfo.com/>

Tchad – La poudrière de l'Est

L'Est du Tchad est une poudrière dont l'explosion pourrait déstabiliser l'ensemble du pays ainsi que les pays voisins et aggraver une situation humanitaire déjà désastreuse. Les conflits locaux fondés sur la raréfaction des ressources ont été exacerbés par des manipulations politiques nationales et régionales. La population a déjà énormément souffert des conflits internes tchadiens, de la guerre du Darfour et de la guerre Tchado-Soudanaise. Les deux gouvernements, avec le soutien de leurs partenaires internationaux, devraient reprendre négociations de Dakar, mais une conférence spécifique dédiée au conflit à l'Est du Tchad devrait également être organisée afin que les acteurs locaux et nationaux trouvent des solutions aux causes internes de la crise. Elle devrait être intégrée dans les structures existantes du processus de paix Tchadien.



L'incapacité des régimes successifs tchadiens à assurer la sécurité et le bien être des populations orientales a enracinée leur méfiance vis-à-vis du pouvoir central. Afin de contrer les mouvements armés, les régimes successifs d'Hissene Habré et maintenant d'Idriss Deby Itno ont divisé pour mieux régner, montant les groupes ethniques les uns contre les autres ; cependant la région n'avait pas connu de guerre ouverte depuis 2003 malgré un climat délétère et de sanglants incidents sporadiques. Les problèmes humanitaires et sécuritaires qui la secouent depuis lors sont sans précédent.

Les effets du conflit de Darfour renforcent les solidarités intercommunautaires transfrontalières et aggravent les affrontements interethniques. Les bouleversements démographiques dus à l'afflux de réfugiés soudanais et à des déplacements internes à grande échelle ont augmenté la lutte pour l'accès aux ressources. Le gouvernement tchadien et les groupes rebelles ont tous armé leurs partisans, ce qui a rendu les actes de banditismes et les disputes intercommunautaires pour l'usage de la terre entre éleveurs et agriculteurs encore plus sanglants et le travail des humanitaires de plus en plus difficile. Le gouvernement central a systématiquement adopté les mécanismes traditionnels de médiation et de gestion des conflits tels que la *diyah* (la compensation traditionnelle versée par l'auteur d'un crime de sang) à ses propres fins politiques. Ce qui fait que tuer dans cette partie de la planète est devenue le sport favori de ces groupes assoiffés de sang.

Depuis plus de cinq ans Idriss Deby Itno instrumentalise la crise dans l'Est du Tchad pour se maintenir au pouvoir. Deby est parvenu, non seulement à diviser ses opposants au niveau local à l'Est, mais aussi à verrouiller l'espace politique de ses adversaires sur le plan national. Stratégie qui s'est déroulée en deux étapes. Primo : en 2004-2005, le gouvernement a cherché

en vain à consolider le soutien de sa base ethnique Zaghawa et Tama dans le Dar Tama, prétendant que le Front Uni pour le Changement (FUC), la principale coalition rebelle à l'époque, était une alliance entre les Tama et les tristement célèbres Janjawid milices armées par Khartoum pour éliminer les Zaghawa de part et d'autres de la frontière. A la communauté internationale il a également décrit le FUC comme « *le bras armé tchadien du régime islamiste soudanais* », dans un contexte marqué par la multiplication des raids des Janjawid contre les réfugiés soudanais au Tchad, cet argument a porté.

Secundo, depuis 2006 jusqu'à nos jours le gouvernement a tenté, avec un succès limité, de rallier les membres du groupe ethnique Dadjo dans le Dar Sila en soutenant à la fois les groupes d'autodéfense Dadjo existants et la création de nouveaux groupes, principalement des milices Dadjo. Ce soutien est censé protéger les populations civiles contre les attaques Janjawid, mais son objectif réel est de recruter les Dadjo pour se battre contre les groupes rebelles tchadiens. De leur côté, les dirigeants rebelles se sont servis de la crise du Darfour pour justifier politiquement un combat essentiellement motivé par des griefs personnels à l'encontre de Deby. De son côté le Soudan a exacerbé l'instabilité à l'Est en soutenant pratiquement tous les groupes rebelles malgré de profondes divisions ethniques entre eux.

La communauté internationale a déployé depuis février 2008 un duo de mission de maintien de la paix afin de diminuer les effets d'une contagion du conflit Soudanais dans l'Est du Tchad : une force européenne (Eufor) et la mission des Nations Unies en république Centrafricaine et au Tchad (Minurcat). Pourtant aucune des deux n'a pu véritablement améliorer la situation sécuritaire. Le 15 mars 2009, la Minurcat a repris les responsabilités de l'Eufor, mais a reçu un mandat qui, comme celui de son prédécesseur, est limité à la réduction de l'insécurité dans les camps de réfugiés et de déplacés et leurs alentours, mais qui n'inclut pas, comme il le faudrait, la promotion d'un processus politique qui traite les causes tchadiennes de la crise. La communauté internationale doit mettre fin à la politique de l'autruche et traiter des causes profondes de la crise en poussant le gouvernement tchadien à l'organisation de la conférence sur le conflit dans l'Est du Tchad mentionnée ci-dessus. Celle-ci devrait inclure les représentants du gouvernement central, les groupes rebelles, les chefs coutumiers et les partis politiques de l'opposition. Elle devrait examiner les causes politiques fondamentales de l'instabilité dans l'Est et mettre en place le cadre adéquat pour les traiter. La Minurcat devrait être mandatée pour organiser cette conférence et pour sélectionner de façon neutre les participants.



La France, qui a renforcé Deby sans aider les Tchadiens à trouver une solution durable à la crise actuelle, devrait faire pression sur le gouvernement pour qu'il collabore avec les communautés de l'Est à l'organisation d'une telle conférence.

Sylvie Cristalys

Guerre contre la liberté d'expression en Tunisie et au Maroc

Alors que la télévision et la presse sont aux mains du pouvoir tunisien, ce dernier veut réduire au silence toutes les voix discordantes ou oppositionnelles. La dernière période de répression, si elle n'est pas exceptionnelle, a néanmoins été justifiée et revendiquée officiellement par la dictature. Ecroués : Taoufik Ben Brik et Zouhaier Makhoulouf, journalistes. Interpellée et poursuivie : la blogueuse Fatma Riahi. Agressés : les journalistes Mouazz Elbey et Slim Boukhdhir. Harcelés : les journalistes Lotfi Hajji et Mouldi Zouabi. Refoulée en France: Florence Beaugé, journaliste. Expulsée : Manuela Gumucio, journaliste. Condamné à quatre mois d'emprisonnement : Mohammed Soudani, qui avait accordé une interview à une journaliste étrangère. Censurée: la chaîne satellitaire El Jazira. Effacés : les blogs kitab.nl, moncefmarzouki.com, fatma-arabica.blogspot.com, elclandestin.blogspot.com, rafiik.blogspot.com, ou encore dawwen.blogspot.com. Hackés : les sites internet nawaat.org et Réveiltunisien.org. Saisi, le numéro

préelectoral de Ettarik Eljadid. Assiégés : les locaux de Radio 6. Sans compter les mesures qui perdurent : privation de passeport pour Slim Boukhdhir et Mokhtar Yahyaoui (blogueur); déferée en justice : Sihem Ben Sedrine : fondatrice de Radio Kalima; banni au sud du pays : Abdallah Zouari, journaliste; condamné par contumace et contraint à la clandestinité : Fahem Boukaddous, journaliste.

Un constat guère plus riant au Maroc, où il ne fait pas bon évoquer la famille royale. Un véritable

harcèlement orchestré par le Palais témoigne de la crispation du pouvoir sur les lignes rouges et déclenche l'instrumentalisation de la machine judiciaire: emprisonnement, amendes, fermetures de locaux, saisie de publications...Au mois d'Août, les revues *Tel Quel* et *Nichane* ont été sanctionnées pour avoir réalisé en partenariat avec le journal *Le Monde*, un sondage sur le bilan des 10 ans de règne de Mohamed VI. Bien que les résultats s'apparentaient à un plébiscite, 100 000 exemplaires ont été détruits et *Le Monde* interdit. En octobre, Tawfik Bouachrine, directeur de *Akhbar Al Youm*, et Khaled Gueddar, caricaturiste se sont vu infliger des peines de prison avec sursis et 270 000 euros d'amende, ce qui met la survie du journal en danger. Poursuivis à la fois par le ministère de l'intérieur pour atteinte à l'emblème du royaume, et par Moulay Ismaïl, cousin du roi et sujet du dessin, pour non respect dû à un membre de la famille royale, c'est pour eux la double peine au nom de la sacralité de la monarchie. Un an de prison ferme pour le patron de l'hebdo *Al Michael*, et 3 mois pour 2 de ses journalistes, avec amende, pour avoir évoqué l'état de santé du roi et une éventuelle prise de cortisone. Accusés de publication de mauvaise foi et allégations erronées! Et c'est au prétexte de l'intégrité territoriale que le journaliste sahraoui Mustafa Abdedayem est détenu depuis octobre 2008; les maltraitements subies en prison ont entraîné des pathologies qui ont nécessité son hospitalisation à Tiznit. D'autres journaux sont asphyxiés financièrement par des amendes faramineuses pour n'avoir pas ménagé les puissants.

C'est en soutien de cette presse en danger que le collectif Maghreb Solidarité a appelé à un rassemblement mercredi 18 novembre place de l'Opéra à Paris.

Gisèle Felhendler et Luiza Toscane



« Taoufik Ben Brik reste en prison »

Communiqué du comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)

Le Tribunal de Première Instance de Tunis, vient de prononcer une peine de 6 mois de prison ferme à l'encontre du journaliste Taoufik BEN BRIK. Le verdict a été prononcé en l'absence de l'intéressé. Ceci nous préoccupe gravement de tant que sa famille a été interdite de lui rendre visite depuis une semaine, sous prétexte que « Taoufik ne désire pas la rencontrer », selon les déclarations de son épouse. Le CRLDHT :

- Condamne ce verdict inique qui confirme le caractère politique de ce procès ainsi que l'acharnement du pouvoir contre toute voix indépendante et contre les acteurs de la société civile.
- Exige la libération immédiate de Taoufik Ben BRIK et l'arrêt des poursuites contre les journalistes, dont Zouheir Makhoulouf.
- Appelle les partenaires de la Tunisie, dont la France, à peser de tout leur poids pour libérer Taoufik Ben Brik, conformément aux engagements pris conjointement avec la Tunisie (Accord d'association EU-Tunisie..).
- Appelle les démocrates tunisiens et les acteurs de la société civile ainsi que les amis de la Tunisie dans le monde à intensifier la mobilisation pour la libération de Taoufik Ben Brik et pour la défense des libertés et droits de l'Homme en Tunisie.

Le CRLDHT, Paris, le 26 Novembre 2009.

Diaspora/France – Avec ou sans papiers, mêmes patrons, mêmes combats!

Une nouvelle vague de grèves de travailleurs Sans-papiers initiée en France le 12 octobre par des syndicats (CGT, Solidaires, Cfdt, Unsa, FSU), des associations (LDH, Cimade, Resf, Femmes Egalité, Droits Devant!, Autremonde) et soutenue par des partis politiques (NPA, PC, Verts, AL) est un mouvement d'une ampleur jamais atteinte. Aujourd'hui, 5000 Sans-papiers ont pris leur carte de gréviste, la première étant d'ailleurs celle

d'une femme, et occupent une cinquantaine d'entreprises et chantiers. Ils se sont inscrits dans un vaste mouvement social de grèves/occupations de leur lieu de travail. Du jamais vu ! Un événement que la presse pourtant « indépendante » rechigne à relayer. Mais la couverture médiatique scandaleusement inexistante n'entame en rien la détermination de ces hommes et de ces femmes sorti-e-s de l'ombre pour réclamer une circulaire

de régularisation assouplie et harmonisée.



Les travailleur-euse-s Sans-papiers isolé-e-s, frustré-e-s de n'avoir pu s'intégrer au mouvement de 2008, sont cette fois-ci totalement pris-e-s en considération et ont la possibilité de rejoindre de piquets de grève de ralliement qui concernent tous les corps de métiers: restauration, BTP, nettoyage, confection, avec des ouvrières chinoises en grève pour la première fois, etc. Lors d'une « Nuit blanche pour travailleuses Sans-papiers au noir », ce sont les femmes employées dans l'aide à la personne, qui, motivée par la force du mouvement, ont décidé de se montrer et de prendre la parole. Un Hôtel des Impôts a même été occupé à Vitry, lieu éminemment symbolique pour dénoncer le racket dont sont victimes ces travailleurs sans droits. Précaires parmi les précaires, les Sans-papiers témoignent ainsi des conditions de travail indignes et de la surexploitation qu'elles et ils doivent subir. Les travailleur-euse-s du métro, dont une vidéo semble avoir réveillé la bonne conscience assoupie de nombre de nos concitoyen-ne-s, celles et ceux du tramway parisien, qu'Olivier Besancenot a rencontré mardi 10 novembre, sur le chantier de la Porte des Lilas dans l'est parisien, ont mis à jour des pratiques honteusement médiévales au sein même des entreprises publiques!

Des comités de soutien unitaires voient le jour et réalisent un énorme travail quotidien de solidarité: pétitions, collectes, caisses de grève, lettres aux élu-e-s, comme dans les 19^e et 20^e arrondissements de Paris, présence sur les marchés, manifestations et rassemblements, tout est mis en œuvre collectivement, avec les grévistes, pour visibiliser et populariser cette action. Malgré les pressions patronales, les provocations et interventions policières, les violences en toute illégalité de vigiles qui ont récemment envoyé un militant de la CNT à l'hôpital, le mouvement conserve intacte sa motivation et sa vigueur. Les

évacuations et expulsions plus ou moins musclées, loin de les décourager, leur permettent de rebondir ailleurs pour continuer la lutte. Le Conseil d'Etat, sur demande du Gisti, a fort heureusement décidé l'abrogation de 2 arrêtés de la circulaire de 2008, jugés en désaccord avec l'article 40 de la loi de 2007; ce qui va permettre des dépôts collectifs de dossiers et faciliter la régularisation des intérimaires, autres déçus de la «1^{ère} vague ».

C'est une logique implacable de précarisation de la main d'œuvre qui se trouve au cœur même du système capitaliste, celui là même qui externalise sa politique d'immigration, en durcit des règles de plus en plus arbitraires et entoure l'Europe de barbelés virtuels mais néanmoins mortels. Car c'est bien l'économie capitaliste mondialisée qui dénie à ces travailleur-euse-s les conditions de rémunération et d'emploi décentes dans le pays où ils sont nés et qui les pousse à les chercher ailleurs. C'est bien la loi du marché mondial qui leur refuse le titre de séjour qui leur permettrait de revendiquer les droits de tous les travailleurs, aux côtés desquels, une fois régularisés, ils pourraient continuer à se battre contre l'exploitation, la précarité et les discriminations.



Cette bataille actuelle pour l'égalité des droits entre Français-e-s et immigré-e-s est exemplaire, car elle est à la fois de masse, de classe et interprofessionnelle. Au moment du débat pathétique et nauséabond sur l'identité nationale, il est plus que temps de mener ce combat pour la régularisation globale de tous les sans papiers. Ce qui se passe aujourd'hui est une avancée de taille, un premier pas vers la liberté de circulation, au centre de notre projet politique et de notre identité internationaliste.

Gisèle Felhendler

Coupe du Monde de football: main basse en Afrique du Sud!



La France a joué des mains et des pieds pour se qualifier à la coupe du monde de football qui se déroulera pour la première fois sur le continent africain du 11 juin au 11 juillet 2010. Sur 53 pays africains participant aux éliminatoires, six ont réussi à décrocher le fameux passeport pour le mondial 2010 d'Afrique du Sud. Il s'agit de l'Afrique du Sud (qualifié d'office), de l'Algérie, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigéria. L'Algérie s'est qualifiée en faisant un pied de nez à l'Egypte qui, du coup, a rappelé son ambassadeur en Algérie (si, si, wala!). Le Cameroun s'est payé la tête d'Ali, le Bongo, héritier du trône du Gabon mais pas du ballon rond. La Côte d'Ivoire réunira le Nord et le Sud en 2010 (seul le foot est capable de tels miracles!). Et le Ghana, qui a reçu la primeur de la visite d'Obama en 2009 prouve qu'il est bien un grand de l'Afrique du foot. Mais avec 6 places pour l'Afrique sur 53 pays, le continent africain reste encore le dernier de la classe. En comparaison, sur 53 pays l'Europe dispose de 13 places. Alors les gars, qu'en sera t-il d'un futur France-Algérie? Les paris sont d'ores et déjà ouverts. Mais rêvons que cette coupe du monde échoie enfin à un pays africain. Certes, ça ne changera rien à la misère, à la Françafrique, au néocolonialisme mais ça ferait juste si bon au cœur et au moral...

France/Mauritanie – Lune de miel Sarkozy-Ould Abdelaziz

Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, a été reçu du 26 au 28 octobre 2009, à l'Élysée, dans le cadre de la normalisation des rapports entre la France et la Mauritanie. L'homme fort de Nouakchott a été très apprécié de ses hôtes, notamment Joyandet, ministre de la coopération et Kouchner, ministre des Affaires étrangères. Le général-putschiste, sera également invité d'un dîner, en compagnie de l'avocat Robert Bourgi, et madame, ainsi que de Claude Gueant, et sa tendre moitié. C'est sur qu'entre copains qui adorent l'Afrique, on se préoccupera des relations économiques franco-mauritaniennes. Parce que si le capitalisme est impatient, le peuple, lui, peut toujours attendre. On est bien loin de la rupture de la Françafrique à papa. Surtout en ce qui concerne la Mauritanie.



Mohamed Ould Abdelaziz ou comment passer de putschiste à Président

C'est le 6 août 2008, par un coup d'Etat militaire, que Mohamed Ould Abdelaziz, renverse Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, premier président mauritanien démocratiquement élu depuis 1984. Il se fera ensuite investir président de la République Islamique de Mauritanie le 5 août 2008, après avoir officiellement remporté l'élection présidentielle contestée du 18 juillet. La France n'est pas innocente dans cette régression politique. C'est dans ce contexte que les déclarations de Nicolas Sarkozy comme quoi il y aurait eu « un coup d'Etat sans protestations, sans manifestation, si ce n'est celle de la France », on s'en doute, en ont fait bondir plus d'un à commencer par Messaoud Ould Boulkeir, président de l'Assemblée nationale mauritanienne et dirigeant de l'APP, ainsi que l'ONU et l'UE. C'est ignorer également la protestation du peuple mauritanien et de la diaspora, pourtant durement réprimées. Sarkozy méprisait tout bonnement son éphémère homologue, pourtant lui aussi élu au suffrage universel direct. Celui-ci ayant l'outrecuidance de se soucier des négros-mauritaniens, ainsi que des déportés depuis 1984 au Sénégal et en Mauritanie et de leur retour au pays des 1000 poètes (1). Il fallait donc que quelqu'un mette un coup d'arrêt à ce vent de démocratie. C'est donc l'ex-chef de la garde présidentielle, tout juste limogé pour incompétence notoire, qui s'y est employé. Et le fait que le président soit mis au secret par les militaires n'a nullement inquiété Sarkozy qui, d'ailleurs, ne l'a jamais reconnu en tant que tel.

Economie du pétrole de la Mauritanie

La Mauritanie est devenu producteur de pétrole en 2006, année durant laquelle le premier tanker a quitté le pays pour la Chine. A terme, le gouvernement table sur une production de 100000 barils/jour et plusieurs gisements sont exploités par Woodside, Dana Pétroleum et Total. On comprend pourquoi le regain d'intérêt soudain pour un pays au 3/4 désertique et pourtant si stratégique. D'autant plus qu'on a repéré, dans ces endroits mêmes, des terroristes islamistes dont il faut absolument se débarrasser. D'où la coopération renforcée des armées mauritaniennes et françaises. Sans compter que le pré-carré Françafrique, intéresse en plus haut lieu les USA qui interviennent déjà, sous couvert d'assurer la sécurité, au nord du Mali. De là à se faire manger la part du gâteau africain, il n'y qu'un pas que Sarkozy ne laisserait franchir pour rien au monde. Pour cela, il peut compter sur ses amis Joyandet, Balkany, Bourgi ainsi que la

DGSE pour faire légitimer n'importe quel putschiste en empêchant son isolement sur la scène mondiale. Ils ont également forcé l'opposition à participer au scrutin, faussé d'avance pour cause d'irrégularité. Les accords franco-mauritaniens laissent la haute main à la junte militaire sur les institutions du pays.

Et le peuple dans tout ça ?

La population est composée de Beydanes, origine arabo-berbère et de négro-mauritaniens (fulbe, wolof, soninke, bambara) et de Haratines (anciens esclaves noirs mais de culture arabe). Toutefois, ce sont les Beydanes qui ont le pouvoir, au travers de leurs dirigeants. L'esclavage des noirs, aboli officiellement en 1981, est toujours pratiqué et se renforce. Dès 1984 ce fut l'arabisation forcée de l'enseignement, l'interdiction d'accéder aux postes de responsabilité, le maintien à des fonctions subalternes. Interdiction leur était également faite de s'exprimer en leurs langues maternelles, d'exprimer leurs cultures, traditions ancestrales, etc. Cette politique d'apartheid a atteint son point culminant en 1989. Sous prétexte de conflit sénégal-mauritanien, et donc de la complicité « tacite » des populations noires, le colonel Sidy Maouya Ould Taya, alors au pouvoir, ordonne le massacre et la déportation de tous les négro-mauritaniens. C'est près de 60.000 « réfugiés » qui croupissaient dans des camps de fortune au Sénégal et un peu plus de 100000 au Mali. Le 28 novembre 1990, pour « fêter » le trentième anniversaire de l'indépendance 28 prisonniers militaires noirs de la base d'INAL furent choisis « au hasard » et pendus sur le champ.

Sarkozy adoube la junte et le Quai d'Orsay accorde l'impunité à un présumé tortionnaire mauritanien



Le Quai d'Orsay ayant toujours soutenu les régimes ethnogénocidaires, on s'étonnera pas que l'impunité soit accordée à un ancien tortionnaire. Mr Lemrabott, ancien ministre de l'Intérieur de Taya est visé par une plainte déposée pour torture sur un ressortissant français d'origine mauritanienne en 2002. Mais Sarkozy préfère passer l'éponge pourvu que les contrats commerciaux soient signés en bonne et due forme. Au moment où Besson nous cause identité nationale et renvoie des immigrés dans leurs pays en guerre, la France devient une terre d'accueil pour les bourreaux. Choisi ton camps, camarade.

Mariam Seri Sidibe

(1) L'opération de rapatriement des réfugiés du Sénégal, qui a débutée en 2008 devrait prendre fin le 31 décembre 2009.

L'alter-mondialisme en Afrique: le devoir d'insoumission

C'est sur les ravages de la mondialisation néolibérale et du capitalisme mais aussi sur le terreau de l'anticolonialisme et des conquêtes démocratiques passés que l'alter-mondialisme africain voit le jour dans les années 1990. Échaudée par les dégâts causés par les plans d'ajustement structurel (PAS), la dette et autres politiques du FMI et de la Banque Mondiale, la société civile africaine va commencer à se (re)mobiliser (grèves, boycotts, luttes contre la privatisation et pour la défense des services publics, émeutes anti-FMI...) autour du principe de l'accès aux droits pour tou-te-s et en refusant la subordination au marché. Loin d'être passifs face à l'exigence de rentabilité maximale et à la dynamique d'accumulation de l'Occident-prédateur, c'est aussi au phénomène de « corsetage » de l'action associative en Afrique pour la mise en place des politiques néolibérales de l'Union européenne (accords de Cotonou, APE) que les partis politiques, les associations et les réseaux militants africains vont réagir, dénoncer et s'attaquer. Ce mouvement, qui contient en germes les éléments d'une nouvelle réflexion sur le « socialisme » (socialisation des biens communs, des richesses et des moyens de production), associé au souci de rendre inaliénables les biens communs de l'humanité (eau, air, terre, connaissances) s'oppose à un rapport Nord/Sud où les effets les plus désastreux du libre-échange se produisent principalement dans le Sud et encore plus cruellement en Afrique. « Une autre Afrique est possible », inspiré par « un autre monde est possible », se construit donc comme lui autour d'axes clairs : résistance, refus de la fatalité et mise en avant d'alternatives.

A partir de la révolte de Seattle en 1999 et avec le premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre en 2001, un début de convergence des résistances sociales va se produire et les mobilisations vont voir se réunir des militant-e-s de tous les pays. Cette nouvelle culture politique contestant le monopole de l'expertise dominante et de la pensée unique au profit de l'expertise citoyenne va dynamiser le mouvement altermondialiste en Afrique en développant d'autres sujets que la dette et l'ajustement structurel comme l'étranglement de l'agriculture paysanne africaine par les subventions aux agriculteurs occidentaux, l'imposition de semences génétiquement modifiées ou l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau, électricité). S'inspirant des pratiques sociales d'innovation, de résistance et de propositions mises en avant par le FSM, le Forum social africain va naître d'une volonté de fédérer au niveau continental des mouvements épars et de construire un discours commun. Il va également être la concrétisation de l'élargissement important du mouvement : élargissement géographique (forums continentaux, polycentriques, nationaux et locaux...), social (mouvements paysans, de Sans-terre, syndicats, migrant-e-s, femmes...) et thématique. En 2002 a ainsi lieu le premier Forum Social Africain à Bamako (Mali) qui va enrichir et renforcer le mouvement social sur le continent. Préparé par plusieurs milliers d'organisations africaines à travers des forums nationaux, sous-régionaux ou thématiques, cette rencontre a permis de faire vivre de véritables espaces de dialogue entre paysans, politiques, ONG du Nord et du Sud ; et d'unifier les diverses mobilisations sur le continent. Confronté à la problématique du « sous-développement » qui fragilise l'action, les différentes luttes locales peuvent ainsi s'unifier et tisser des liens entre pays, reconstituant les formes d'un nouveau panafricanisme, condition essentielle pour créer un mouvement de masse capable de proposer des alternatives concrètes au système actuel.

Le continent est aujourd'hui le théâtre de créations de lieux, forums, marches, contre-sommets, rencontres ou manifestations où les populations civiles, les associations et diverses organisations prennent la parole, confrontent leurs analyses et

expériences afin de développer des méthodes ou théories « alternatives » capables de changer les rapports de forces politiques et de construire un développement pensé et exécuté par les Africains et pour les Africains. Forum social africain, forum des Peuples (contre-point africain au G8), forum africain des alternatives, forum du Tiers Monde, réseau Jubilé Sud, CADTM (annulation de la dette) ou mouvements citoyens,... : la liste des mobilisations traverse tout le continent. Abordant des sujets aussi variés que la condition des paysans, la souveraineté alimentaire, les libertés politiques, le rôle des nouvelles technologies dans le développement des luttes ou le poids de la guerre, les militant-e-s passent de la conscience à l'action, s'auto-organisent et cherchent à valoriser les dynamiques endogènes des différents tissus sociaux locaux.



Participant-e-s au Forum social africain de 2008 à Niamey au Niger. Zoulstory.com

Dans ces rencontres, les participant-e-s viennent par tous les moyens (à pied, covoiturage, taxis collectifs...); l'hébergement est militant et Internet et la téléphonie mobile sont particulièrement utilisés pour diffuser rapidement les informations. Des bulletins d'information électroniques sont également mis sur pied tel Flamme d'Afrique (quotidien événementiel) ou Syfia (réseau de journalistes). En janvier 2007, l'organisation du FSM à Nairobi (Kenya) symbolisait ainsi la solidarité du mouvement altermondialiste avec le continent considéré comme le symbole des dégâts causés par le libéralisme économique. L'événement, qui a réuni plus de 30000 participant-e-s venues du monde entier, et également de nombreuses-x militat-e-s africain-e-s, a été un succès, mais a aussi révélé les fragilités du processus. Celles-ci étaient déjà perceptibles en 2006 quand le FSM avait été « décentralisé » en trois lieux dont Bamako au Mali. Une participation moindre, des droits d'inscription trop élevés, l'absence des Africain-e-s « non-francophones » et un public plus européen qu'africain avaient causé des problèmes pouvant avoir des conséquences sur la qualité et le devenir même du mouvement. A Nairobi, beaucoup de délégué-e-s africain-e-s dépendaient encore, pour leur participation, d'un financement d'ONG du Nord, ce qui a posé la question de la dépendance et de la sélection dans le choix des participant-e-s.

Un fort désir de clarification du processus et le besoin de radicalité traversent aujourd'hui le mouvement altermondialiste africain. Opposé au néolibéralisme du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) dont le seul but est d'intégrer l'Afrique au sein des actions mondiales, le mouvement tente de s'attaquer à la racine du mal en dépassant la simple critique du néolibéralisme pour contribuer à la construction

d'alternatives concrètes. Plusieurs courants existent dans le mouvement, certains défendant l'idée d'une collaboration avec l'Union Africaine malgré son ancrage néolibéral, tandis que d'autres sont confrontés aux schémas pervers de domination qui se reproduisent même lors des grandes rencontres. Ainsi, le Forum social africain d'Addis-Abeba en 2003 n'aurait pas pu se tenir sans le soutien de la coopération française... La question des moyens est donc ici cruciale, doublée de celle des rapports avec les institutions internationales et les ONG occidentales.

L'autre grand défi est de relayer les voix d'une population plutôt en lutte pour sa survie quotidienne que pour la transformation des structures. Notre énergie à nous, de ce côté de la planète, doit être tournée vers l'appui et le soutien à ces mouvements, sans substitutisme. Le travail nous attend jusqu'au prochain Forum social mondial en 2011 à Dakar. Notre utopie est peut-être la réalité de demain.

Isabel Ferreira

L'Afrique fera-t-elle l'histoire à Copenhague?

Au regard des enjeux économiques et écologiques que suscite la mondialisation, il convient de s'interroger sur le positionnement de l'Afrique. Que doit-on attendre en Décembre 2009? Comment intégrer ou amener le Nord et le Sud à œuvrer en synergie? Comment valoriser et intégrer les nombreuses expériences du Sud ; pratiques enrichissantes dont regorge l'Afrique et les inscrire dans la problématique ou la stratégie du développement durable? Quels sont les facteurs de blocage ou de promotion de ces valeurs? Quelle synergie établir entre le naturel et le culturel, social et économique? « Une crise où les plus pauvres souffrent à cause des actes des riches doit inciter les pays du Sud à sortir de leur semblant de zone de confort et à faire sentir leur présence dans le nouveau monde ; aussi le Sud doit arrêter de penser sans agir, pendant que le nord agit et lui impose des règles »

Les gouvernements doivent enfin constater que le changement climatique est un fait, et qu'ils ne peuvent présenter la facture aux peuples et à l'environnement. Leur stratégie est néolibérale au changement climatique, c'est : « plus de marché, plus de nucléaire « propre », plus de charbon « propre », plus d'agro carburants « propres » pour faire rouler plus de voitures « propres » et plus d'investissements « propres » pour avoir plus de droits de polluer. Cette logique productiviste ne sauvera pas l'environnement au Sud. Cette stratégie du business climatique crée encore plus d'injustice et d'inégalité sociales Nord/ Sud. La population mondiale craint un choix entre la peste du réchauffement climatique – dont les pauvres sont les principales victimes – et le choléra de la politique capitaliste, qui est insuffisante face au défi – et dont les pauvres sont les principales victimes aussi. On ne sauvera pas le climat comme cela, si nous au Sud ne crions pas au haut et fort. On ne le sauvera pas contre la majorité sociale. Contre les pauvres, contre les petits paysans, contre les travailleurs.

Tous ensemble, luttons pour une politique climatique écologiquement efficace et socialement juste. Une autre politique est possible sans la Banque mondiale.

- Une politique sociale, qui redistribue les richesses et crée de l'emploi pour tous.
- Une politique solidaire, qui donne au Sud les moyens d'un développement propre et autonome.
- Une politique responsable, qui retire l'énergie et l'eau des mains des trusts, car ce sont des biens communs de l'humanité.
- Une politique sereine. Dans les pays du Nord et du Sud, nous devons produire moins, produire pour les vrais besoins des gens, pas pour le profit des entreprises, produire autrement, et apprendre à partager.

L'an prochain marque le 10e anniversaire de la manifestation historique de Seattle. « Climat et Justice Sociale » propose d'aller en masse à Copenhague faire pression sur le sommet climatique des Nations Unies et c'est comme cela nous sauverons le Sud et le

Nord écologiquement. « Un autre monde est possible ». Pour notre climat, pour notre mère la Terre, pour la justice sociale, le Sud sera à Copenhague en décembre 2009 !



La Banque mondiale a essayé un camouflet très symbolique qui décrédibilise fortement son action contre les changements climatiques. Le Congrès américain a en effet refusé la participation des États-Unis au nouveau Fonds pour les technologies propres créé par la Banque mondiale, lui reprochant d'avoir inclus les centrales à charbon dans la liste de ses technologies « propres ». Nous pouvons demander au Sud de suivre cet exemple en se retirant du Fonds pour rediriger ses financements vers les mécanismes des Nations Unies.

Alors avis est lancé au Sud ; la Banque mondiale a une campagne de communication très active pour se placer en acteur incontournable du financement de la lutte contre les changements climatiques. Elle a créé notamment de nouveaux « Fonds d'investissement pour le climat », dont un Fonds pour les technologies propres censé soutenir un développement sobre en carbone dans les pays en développement. Ces mécanismes sont critiqués par des défenseurs de la nature, car ils concurrencent les processus multilatéraux des Nations unies au profit d'une institution moins démocratique, et sans aucune légitimité en matière climatique. En effet, à côté de ses déclarations d'intention, la Banque mondiale finance toujours massivement des oléoducs, gazoducs, ou méga centrales à charbon parmi les plus polluants au monde.

Daouda Ouattara

France – Identité nationale : chiche !!! Parlons-en.

L'expression « identité nationale » date des années 80. C'est le sentiment que ressent une personne de faire partie d'une nation. Un individu peut se déclarer français quand il se sent partager assez de « points communs » avec les Français pour appartenir à leur communauté. Avec la réapparition du FN sur la scène politique, cette notion prend un autre sens, à savoir, « est français celui qui est né en France de deux parents français de souche ».



En 1995, à Vitrolles, le FN alors à la tête de la municipalité, avait décidé la prime à l'enfant « né de parents d'origine européenne » donc blanc. La même année, Patrick Devedjian est prêt à « discuter de la réforme du code de la nationalité » y compris avec le même FN. Donc la question de l'identité nationale est un sujet récurrent en France.

La loi du 23 février 2005 sur les bienfaits de la colonisation affirmait explicitement la supériorité de la Nation française sur les autres peuples qui étaient priés de la boucler. Ceci, s'exprime aujourd'hui dans ce débat. Au point que P. Karam, délégué à l'égalité des chances des ultra-marins auprès de Sarkozy, s'était cru obligé en 2005, lors des révoltes de banlieues, de rappeler que « parmi les banlieusards, figurent des Antillais, français, qui n'ont rien à avoir avec les émeutiers ». Comprenez donc que les jeunes révoltés n'étaient, eux, pas français. Le candidat Sarkozy en avait fait un de ses axes politiques « La France ou tu l'aimes, ou tu la quitte », reprenant là quelques rhétoriques frontiste. Sous prétexte du déclin culturel de la France, de la crise économique, il faudrait donc tout d'un coup qu'on redéfinisse les valeurs nationales, et gare à celui qui ne s'y plierait pas, ou ne pourrait, par nature, s'y adapter. Une fois de plus se sont les immigrés, ou d'origine, qui sont visés et responsables de tous les maux de France. La France serait donc en péril, au point d'être submergée par d'autres cultures hexogènes. Il serait donc grand-temps d'y remédier.

Il est vrai que contrairement aux pays anglo-saxons, la conception française de la nation est fondée sur l'idée

« d'adhésion volontaire » (1) et non pas sur l'exaltation des origines. La différence n'est donc pas une valeur ajoutée mais source de conflit, de discrimination voilée. Pourtant, depuis 1789 ce pays s'est construit sur différentes identités. Les apports culturels, politiques et économiques des immigrés ne sont plus à démontrer. Hier français issus des colonies, aujourd'hui français de seconde zone ou issus de l'immigration, comment voulez-vous qu'on se reconnaisse pleinement « enfants de la patrie » si nous sommes toujours stigmatisés de la sorte ? Les persiflages de la Marseillaise un soir de match ne signifient-ils pas tout simplement « nous sommes là, nous sommes aussi la France » ? Toussaint-Louverture ou Louis Delgrès n'ont-ils pas défendus les valeurs de la Révolution Française dans les Karayib en dépit de la couleur noire de leur peau ? Alors pourquoi, aujourd'hui, les uns seraient plus français que les autres sous prétexte d'être hexagonaux ? La citoyenneté doit-elle être accordée en fonction de l'origine, de la nationalité ou plutôt de l'apport effectif de chacun d'entre nous à ce pays à la seule condition de résidence. Pourquoi un immigré n'a-t-il pas le droit de vote et d'éligibilité, alors qu'un « indigène endogène » lui peut prétendre à s'exprimer et à être un élu de la nation, même s'il ne la respecte pas ?

Il me souvient d'une discussion avec une collègue, originaire de Caluire (2), ceci sur le trop plein de commémoration. Elle en avait « marre de ça », et particulièrement du 10 mai. Nous étions le 9 mai 2008, je lui ai demandé, combien avait-elle eu de résistants dans sa famille. Ne voyant pas l'intérêt de ma question, elle me rétorque que « vous les Antillais vous n'êtes pas français comme nous ». Je lui rappelle que dans ma famille il y avait quatre « ka fann kann » (3), c'est-à-dire quatre volontaires qui ont pris le bateau de Guadeloupe jusqu'à la Dominique et qu'ensuite on les a retrouvés auprès de De Gaulle en Angleterre. Je lui demande combien de résistants il y avait dans la sienne. J'attends toujours la réponse.

C'est donc pour enfin pouvoir affirmer tout cela que la journée du 1er mars 2010, date d'entrée en vigueur de la loi CESEDA sur l'immigration « choisie », se déroulera « sans nous ». Ce jour-là, français « de souche », immigrés, issus de l'immigration, nous marquerons par notre refus de travail, de consommation, que nous sommes là et qu'il faudra, dorénavant, faire avec nous. Et là on verra si l'identité nationale française n'en prendra pas un coup ne serait-ce qu'au Portefeuille.



Mariam Seri Sidibe

(1) Allez donc demander aux africains esclavagisés entre 1535 et 1848, ainsi qu'aux Tirailleurs africains, s'ils ont volontairement adhéré aux valeurs de la France.

(2) Ville où furent arrêtés Jean Moulin et « sa bande ». J'avais vu la veille le film avec Charles BERLING.

(3) « Ka fann kann », celui qui a fui à travers le champ de cannes. En référence aux Neg Mawon, on appelait ainsi les antillais engagés dans la résistance. Ils prenaient le bateau le soir, sur de petites embarcations, pour rejoindre, au risque de leur vie, La Dominique d'où on les envoyait aux USA et ensuite en Angleterre.

Etre anticapitaliste au Maroc

Ouarzazate, le 17 septembre 2009. Ismail Manouzi est directeur du journal « Almounadil-a », regroupant depuis 2005 des articles et analyses politiques sur l'actualité politique et les luttes sociales au Maroc. Propos recueillis par Julien Terrié (NPA 31). Extraits.

Le roi du Maroc, Mohamed VI, jouit d'une bonne image à l'échelle internationale. Il est même surnommé le « Roi des pauvres ». Qu'en est-il en réalité ?

C'est vrai que le régime apparaît comme une exception parmi les pays arabes. Hassan II a laissé l'image d'un régime autocratique et moyenâgeux, mais qui juste avant sa mort a su se donner un nouveau visage en convoquant un gouvernement dit « d'alternance », présidé par le secrétaire général de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), le plus grand parti d'opposition reconnu, mais aujourd'hui totalement converti au libéralisme et ... à la monarchie. L'actuel roi a continué à travailler sa « communication » par des mesures n'ayant aucun coût politique ou économique mais une forte charge symbolique : révision mineure du code de la famille, création de la structure dite « Instance Équité et Réconciliation » pour tourner la page de la répression, permission à la presse de fouiller le passé dictatorial et d'évoquer quelques tabous. Ces mesures, dont la portée a été gonflée par les médias constituent la base de cette bonne image. Il est vrai que l'héritage du régime d'Hassan II en matière d'atteinte aux libertés fondamentales, de répression, de paupérisation, mais aussi d'analphabétisme est une raison suffisante pour expliquer les efforts de communication du nouveau roi pour tenter d'absorber le mécontentement populaire grandissant, tout en préservant son essence autocratique et poursuivant la mise en œuvre des politiques libérales.

Quel est aujourd'hui le rôle de la monarchie ?

La monarchie doit aujourd'hui garantir et renforcer les intérêts des sociétés multinationales et des pays créanciers de la dette marocaine grâce aux privatisations et à l'exploitation des ressources agricoles et minières (le Maroc est le premier producteur mondial de phosphate). Tout ceci est en lien avec le renforcement de la présence économique de la France qui représente environ 60 % des investissements étrangers au Maroc. L'Espagne est au deuxième rang avec 15 %. Les accords de libre échange doivent permettre l'extension des marchés des multinationales et le démantèlement du tissu économique local. Les risques sont donc importants de voir rapidement exploser le chômage et s'accroître l'exode rural. Socialement, la politique de Mohamed VI est comparable à celle de Sarkozy, avec la casse des systèmes de solidarité, la privatisation du système de santé, du système universitaire... Par ailleurs, le rôle du régime marocain au service de la politique de lutte contre le terrorisme s'est accru, principalement à cause de la place importante des Marocains dans les réseaux d'Al Qaïda. D'où le renforcement de la présence militaire impérialiste dans la région (des exercices militaires de l'OTAN et une base militaire près de Tan-Tan), et l'attribution à la monarchie d'un nouveau rôle de garde-frontières face aux vagues d'immigration des victimes de politiques libérales en Afrique.

Quel impact a la crise ?

Pour l'instant, les effets sont indirects. La première ressource financière du pays étant les Marocains résidant à l'étranger (MRE), les licenciements en Europe vont certainement avoir un impact sur les chiffres de cette année. En ce qui concerne les sources de revenus internes au pays, dans le textile 50000 emplois ont déjà disparu. L'agriculture ne souffre pas trop grâce aux pluies particulièrement exceptionnelles de ces deux dernières années, mais elle reste fragile et dépendante du pluviomètre. L'exportation de phosphate reste stable. Le chômage des jeunes

risque de s'aggraver mais c'est un problème systémique et de longue date, qui est d'ailleurs à l'origine du Mouvement des Jeunes Diplômés au Chômage, véritable bête noire de la monarchie. Depuis la naissance du mouvement en 1991, les jeunes n'ont toujours aucune reconnaissance légale ne serait-ce qu'associative, ce qui ne leur permet toujours pas, par exemple, d'avoir de locaux. Ce mouvement a eu la grande vertu d'éduquer le mouvement social marocain paralysé par la répression et une crise profonde du syndicalisme. Ses militants ont été les premiers à ressortir dans la rue, surtout dans les petites villes. Ils ont ainsi réussi à maintenir la pression sur la monarchie pour obtenir l'embauche de 35 000 à 40 000 jeunes par an dans la fonction publique. L'apogée du mouvement a été la plus grande manifestation de jeunes à Rabbat en 1999. Depuis 2004, le gouvernement et les collectivités locales stoppent les recrutements en divisant les embauches par cinq. Ceci a énormément affecté le mouvement et réduit sa base. On assiste depuis à un changement de stratégie en lien avec leur affaiblissement, avec des mobilisations plus locales et parfois plus radicales.

Comme à Sidi Ifni en 2005?

Par exemple. L'énorme mobilisation des jeunes et des habitants d'Ifni a montré une forte détermination de la population. Ifni a cette particularité d'être une petite ville (20 000 habitant-e-s) sans activité économique principale. A la suite d'un forum social local, les habitant-e-s ont élaboré une plate-forme de revendications et élu un « secrétariat de suivi de la situation » avec des représentant-e-s des associations, partis politiques et syndicats. En 2005, la population a bravé l'interdiction de manifester et l'aile modérée a quitté le secrétariat ce qui a laissé la place à une autogestion salutaire qui a permis le développement de la mobilisation. Les autorités n'ont pas laissé faire, la répression s'est abattue pendant 3h sur la ville, mais les manifestants ont tenu bon, la police s'est retirée et la manifestation a continué pour finir devant le commissariat. La population a fait preuve d'un immense courage et de dignité. Politiquement, ce fût une nouvelle preuve de l'utilité d'une force politique qui a pris beaucoup d'importance et dans laquelle beaucoup de camarades se sont organisés : Attac Maroc.



Il y a eu une nouvelle mobilisation en 2008, l'« intifada d'Ifni »...

Oui, cette fois le mouvement est parti des jeunes non diplômés. La municipalité devait embaucher 8 balayeurs, mais ce sont 800 jeunes qui se sont présentés ! Les 792 non embauchés sont allés bloquer la route entre le port et le village, 12 sont restés par un sit-in improvisé. Ils ont tout de suite reçu le soutien de la population et des milliers de gens sont venus aider à bloquer la sortie des camions du port. Ce qui est surprenant c'est que, d'une part, les autorités n'ont pas réprimé d'emblée et, d'autre part, que les jeunes ont voulu parler directement avec les autorités

nationales en refusant la légitimité des négociateurs prévus. Le pouvoir a fini par réagir de façon militaire en encerclant par la mer et par la terre les manifestants. Le 8 juin 2008 les habitants d'Ifni ont été victimes de viols et de vols, de pillage d'ordinateurs, de téléphones portables, de bijoux et d'argent. Les forces publiques ont usé de bombes lacrymogènes, de balles de caoutchouc, de pierres et de bâtons. Quatre manifestants sont morts, la police a procédé à 300 arrestations. Les détenus ont été torturés. Tous ces faits ont été listés et dénoncés par l'Amhd (Association Marocaine des Droits Humains) et une campagne nationale et internationale a bien fonctionné notamment sous la forme d'une caravane de solidarité. Mais malheureusement le mouvement ne s'est pas étendu. Une campagne du CADTM a été menée pour la libération de Bara Brahim, un de nos camarades, et de tous les détenus d'Ifni. Brahim est sorti de prison en mai dernier après un an alors qu'il avait été condamné à 10 ans ! Trois autres militants ont été libérés avec lui, grâce à la campagne de solidarité. Attac Maroc se restructure et recommence à accumuler des forces. Un « comité du Sit-in » a vu le jour. Une frange du « secrétariat de suivi de la situation », la plus proche du pouvoir, a proposé une issue politique à la situation et a constitué une liste pour les dernières municipales sous l'étiquette du Parti Socialiste. Ils viennent de gagner la majorité des sièges. La majorité des élus ne sont malheureusement pas mus par de bonnes intentions. Il y a parmi eux beaucoup d'arrivistes, mais la population reste sur la position de « donner du temps à nos élus ». Les camarades plus radicaux poussent d'ailleurs la population à créer des comités de contrôle des élus. Ce type de mobilisation populaire paraît de plus en plus fréquente.



On a beaucoup parlé de la montée des fondamentalistes religieux sur l'échiquier politique. Où en est-on après le scrutin municipal de 2009 ?

L'existence du Parti de la Justice et du Développement (PJD), représentant la mouvance salafiste, a été longtemps une aubaine pour la monarchie. Ce parti acceptant sans problème les politiques libérales de la Banque Mondiale et du FMI, il a permis à la monarchie de lutter contre la gauche sur leur terrain. Par exemple sur les luttes féministes, les courants salafistes mobilisèrent autour de 500.000 personnes contre la lutte du collectif associatif féministe et ses propositions de réforme pour inscrire le droit au divorce, la garde d'enfant en cas de séparation, et la juste répartition de l'héritage entre hommes et femmes (contraire au Coran) dans la loi. Le PJD possède une très forte capacité de mobilisation qui en fait la première force politique du pays. Elle est due notamment à une forte implantation parmi les communautés pratiquantes, grâce aux

confréries religieuses. Cela s'est vu clairement dans les mobilisations contre la guerre en Irak et dans le soutien à la Palestine pendant l'attaque sur Gaza (les salafistes représentaient 2/3 du cortège avec beaucoup de femmes et de jeunes contre 1/3 pour la gauche). Pourtant, après les législatives de 2007 et leur défaite, en ayant pourtant obtenu le plus grand nombre de voix avec 10,7%, les salafistes ont du mal à rebondir. Ils ne représentent plus une force alternative après les expériences désastreuses de leurs élus (cas de corruption avéré à Meknes), et la population les considère de plus en plus comme un parti dans la lignée des autres, menteur et corrompu. C'est ce qu'a confirmé le dernier scrutin municipal où le nouveau parti proche du pouvoir PAM (Parti authenticité et modernité) est passé en tête (avec néanmoins une participation est tout juste montée à 50% des inscrits, soit environ 80% d'abstention entre les inscrits abstentionnistes et les non-inscrits !) [...]

Subissez-vous la censure dans votre journal ?

Jusqu'à présent nous écrivons ce que nous voulons, la censure ne nous est pas tombée dessus à proprement parler, même si nous donnons l'actualité très précise et fine du mouvement syndical et social marocain. Nous ne nommons pas expressément le roi pour ne pas tomber sous le coup de la loi, mais nous parlons du « gouvernement » ou de la « monarchie ». On s'adapte. Nous tirons à 3000 exemplaires et nous faisons essentiellement une vente militante, évidemment sans subvention. Notre site est aussi un des sites politiques marocains les plus visités et nous mettons en ligne des œuvres classiques en arabe, nous fournissons notamment le site marxisme.org en traductions. La diffusion de certains de nos articles traduits se fait en France dans le magazine *Inprecor* ou sur le site Europe Solidaire Sans Frontière, on l'espère rapidement dans la nouvelle revue *Contretemps*. Nous nous organisons autour du journal. Pour nous déclarer en tant que force politique il faudrait accepter officiellement les trois piliers du régime : la monarchie, l'islam et l'unité nationale... Trois choses qui nous posent problème ! Quand nous serons plus costauds, nous aurons un rapport de force favorable pour que ces formalités ne nous coûtent rien politiquement.

Tentez-vous des alliances avec d'autres groupes de gauche radicale pour peser sur la situation ?

Oui, nous avons entamé un débat avec une organisation nommée Voix Démocratique qui se classe elle-même dans le camp de la gauche radicale. Ce parti est issu d'une scission du parti de Serfaty « Ila Al Amame » (« en avant » en arabe), mais en a gardé les pratiques internes peu enclines à la contradiction. Nous avons toujours eu un rapport très tendu avec eux politiquement et dans les luttes. Nous souhaitons discuter avec eux car, malgré tout, beaucoup de choses nous rassemblent. Nous devons clarifier avec eux des thèmes importants notamment notre stratégie dans les organisations syndicales. Alors que nous tentons d'organiser les syndicalistes « luttes de classe » dans les syndicats, les cadres de VD prennent les postes à responsabilité en faisant d'énormes concessions aux bureaucrates. Ceci pose problème très souvent, et nous pensons qu'il faut que l'on ait une discussion franche avec eux. VD a souvent eu une stratégie d'alliance de toute la gauche, mais commence à se positionner pour l'union de la gauche radicale, alors nous disons : « chiche » ! Nous voulons sincèrement avoir le débat avec eux pour, qui sait, avancer sur une alliance sérieuse et solide dans les luttes et sur des événements politiques concrets. Nous avons été déçus par l'inefficacité d'une alliance qui a eu lieu entre VD et le Parti d'Avant-garde Démocratique et Socialiste PADS qui n'avait rien donné de concret... Les luttes courageuses du peuple marocain méritent mieux que ça !

Niger – Pollution et pillage des ressources en eau au nord du pays



Communiqué du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger », 21 octobre 2009

À l'occasion des élections législatives nigériennes du 20 octobre 2009, le Collectif Areva ne fera pas la loi au Niger a tenu une conférence de presse hier, mercredi 21 octobre 2009 à l'Assemblée Nationale. [...]

Le Niger vit une très grave crise : un coup d'Etat constitutionnel du président Mamadou Tandja qui, passant outre les règles de la démocratie parlementaire, a organisé le 4 août dernier, un référendum pour se maintenir au pouvoir. [...] Après s'être trop faiblement émue de cette situation, la communauté internationale a réagi fermement : La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a « suspendu » le Niger « jusqu'à ce que la légalité constitutionnelle soit rétablie », et a alerté l'Union Africaine ; l'Union Européenne menace de suspendre son aide au développement conformément aux prescriptions de l'article 96 des accords de Cotonou, en laissant toutefois place aux négociations. Quant à la France, elle a maintenu une position particulièrement ambiguë jusqu'à la veille des élections législatives, contribuant à l'attentisme général. Cette attitude revient à cautionner le coup d'Etat constitutionnel et à contribuer à la normalisation d'une situation illégale.

A nouveau, la France privilégie ses intérêts économiques sur la promotion de la démocratie et le respect de l'Etat de droit. En effet l'exploitation de l'uranium par Areva se poursuit et la mise en exploitation de la mine d'Imouraren lui offre d'énormes perspectives. Cette exploitation uranifère au nord du pays conduit à la contamination des ressources en eau et à l'épuisement et la pollution des deux grandes nappes phréatiques fossiles de la région d'Agadez, qui assuraient jusqu'ici la survie des populations locales. Cela est tout aussi dramatique que la spoliation des terres agro-pastorales exploitées par les populations locales, la destruction de la faune et de la flore ou la contamination radioactive de l'air dues à cette même industrie.

Depuis des millénaires les populations nomades fréquentent l'immense plaine de l'Irhazer et gèrent de façon traditionnelle les ressources nécessaires à l'économie pastorale. L'aquifère des grès d'Agadez, seule ressource en eau de cette plaine, est fossile. Or la région regorge d'uranium, qui est en partie déjà exploité par l'industrie uranifère avide d'eau : ce réservoir est fortement menacé par l'octroi anormal de concessions minières et par l'exploitation en cours et se vide inexorablement. Cela ne perturbe aucunement les sociétés minières dont le comportement se résume à « prendre, polluer et partir ». Les quantités quotidiennes d'eau consommée par les miniers sont effarantes : 10.000 m³/j sont prélevés à Rharous depuis 1980, pour les mines de charbon (qui alimente en électricité les installations d'Areva à Arlit) ; 20.000 m³/j sont prévus par Areva, pour sa nouvelle exploitation uranifère d'Imouraren ; 4000 m³/j sont prélevés pour la mine d'uranium d'Azelik, exploitée par une compagnie chinoise.

En comparaison : moins de 2 000 m³ par an et par habitant sont consommés dans les pays où les ressources en eau sont faibles. Et ce n'est pas tout : les sociétés COMINAK et SOMAÏR (filiales d'Areva) qui exploitent les mines d'Arli envisagent d'utiliser un pipe line de 30 km et de déplacer leurs pompes vers l'ouest c'est-à-dire dans la nappe des grès d'Agadez ! En effet, ils ont déjà épuisé à 70% la nappe phréatique carbonifère qui se trouve plus au nord, à raison de 22 000 m³/j depuis 38 ans. [...] A ce rythme là, on peut s'attendre au dénoyage, c'est à

dire à l'épuisement complet de toute la partie ouest de l'aquifère d'ici 40 ans.



Les effets pervers de l'exploitation uranifère : loin d'avoir amélioré le niveau de vie des populations, elle condamne leur avenir à moyen terme. Le Niger deuxième producteur mondial d'uranium figure paradoxalement à la dernière place de l'IDH. Les populations nigériennes victimes d'un pillage organisé des ressources naturelles, y compris de l'eau ressource vitale, récoltent désordres et désolation et non pas les richesses émanant de cette industrie stratégique et très lucrative. Les compagnies minières ne s'inquiètent guère de cette catastrophe annoncée : une fois les gisements d'uranium épuisés, une fois l'eau épuisée, la région ne présentera plus d'intérêt pour elles et leurs actionnaires. Ils quitteront cette région dévastée, désormais impropre au tourisme et à l'économie pastorale et sans développement pour aller piller ailleurs. L'avenir de toute une population, les impératifs de protection de l'environnement et de la santé, sont sacrifiés sur l'autel des profits à court et moyen terme.

À l'heure où la notion de développement durable, admise par tant d'occidentaux, est mise en avant, le nucléaire, est présenté par les industriels, dont Areva, comme une énergie « propre ». Or l'extraction de l'uranium est terriblement polluante et dangereuse puisqu'elle s'attaque à l'homme et ses ressources hydriques vitales et épuisables. Il est hypocrite de nous vendre une énergie prétendue sans effets négatifs et sans conséquences, alors que loin de nous des populations, aux conditions de vie déjà très précaires, en souffrent et en meurent.

Nos revendications

Nous demandons instamment, pour l'exploitation de l'uranium au Niger, le respect des droits de l'homme et des règles de transparence fixées dans le cadre de l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) à laquelle le Niger a adhéré en mars 2005 ainsi que la fixation de normes sociales et environnementales, notamment sur l'eau et la mise en œuvre d'organismes indépendants de contrôle qui sanctionnent leurs manquements.

Les massacres de tirailleurs sénégalais

Entre le 21 juillet 1857, date de la création du premier bataillon de « tirailleurs » sénégalais par Napoléon III et le 8 mai 1945, les troupes coloniales vont participer aux deux guerres les plus meurtrières du XXème siècle. Bien que l'ordonnance du 21 juillet 1845 crée le 6ème escadron du 1er régiment de tirailleurs algériens mis à la disposition du Sénégal, c'est seulement à partir de 1854 que la France change complètement sa vision et se dote d'une véritable politique coloniale qui aboutit à la mise sur pied d'une force noire régulière avec le décret impérial de 1857. Cette « force noire » va permettre à la France de soumettre une grande partie de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale.

Pendant la Grande guerre, 94 bataillons d'Africains de l'ouest comprenant 161250 tirailleurs sénégalais soit 3% des cinq millions de citoyens français sous uniformes, participent à la guerre (1). Le 3 septembre 1939, lorsque la France déclare la guerre à l'Allemagne, elle fait de nouveau appel à sa « force noire » (2). La bataille de France (10 mai 1940-22 juin 1940) va être rude pour ces hommes venus du sud et beaucoup d'entre eux ne retourneront jamais en terre africaine. Ils seront enterrés en France, loin des leurs. C'est le cas des tirailleurs du 25ème RTS qui combattirent avec acharnement en juin 1940 dans la région lyonnaise contre les troupes allemandes en direction du front des Alpes. Les représailles des soldats allemands furent terribles pour les soldats noirs du 25ème RTS, victimes de la propagande nazie haineuse contre les soldats noirs de l'armée française. Les exécutions sommaires (3) des militaires noirs du 25ème RTS dans l'agglomération lyonnaise les 19 et 20 juin 1940 vont contribuer à l'image de monstres sanguinaires qui composaient les troupes allemandes. En effet elles ont été faites non seulement par les SS (la panzer division SS Totenkopf, « Tête de mort ») mais aussi par l'armée régulière (Panzer grenadier division GrossDeutschland). Pendant ces deux jours de ce qu'on peut qualifier de « crimes de guerre », 165 tirailleurs indigènes sont exécutés sans aucune forme de procès. Les tirailleurs noirs sont extirpés des colonnes de prisonniers avant d'être abattus. D'autres sont écrasés sous les chenilles d'un char.



Un homme, Jean Marchiani, l'initiateur du projet de « tata » sénégalais (4) de Chasselay, avait choisi cet intérêt historique de Mémoire puisque dès 1940, il entendait faire de cette nécropole « un lieu de souvenir des crimes allemands commis au non de

l'idéologie nazie » (5). Quelques mois après le massacre, il mit sur pied ce projet (sur fonds privés) d'un tata afin d'y enterrer tous les tirailleurs morts dans la région lors des massacres des troupes allemandes. Ils seront 188 à être regroupés ensemble dans « cet enceinte de terre sacrée ». Du sable provenant d'Afrique fut répandu sur les tombes lors de l'inauguration. Le visiteur du village de Chasselay est interpellé par cette architecture atypique sur les terres de France, cette présence africaine. Aujourd'hui, le tata est un témoignage vivant – bien que rempli de morts – de la participation d'Africains à cette guerre européenne qu'ils ont payée de leur vie.

D'autres tirailleurs sénégalais payeront aussi de leur vie une mutinerie en décembre 1944 à leur retour de guerre. Cette fois-ci, ce sont les Français qui tirèrent sur leurs propres hommes. Le 30 novembre 1944, plusieurs tirailleurs sénégalais se mutinent au camp de Thiaroye du Sénégal et prennent en otage le Général Danian qui leur refuse le paiement de leurs arriérés de solde (6). Le lendemain, après qu'ils aient libéré le Général, ils sont massacrés par l'armée française. Trente-cinq d'entre eux sont tués et autant sont blessés, aux portes de leurs villages, après avoir souffert sur les fronts d'Europe et subi plusieurs années de captivité. Ils sont enterrés au cimetière de Thiaroye (banlieue dakaroise) (7).



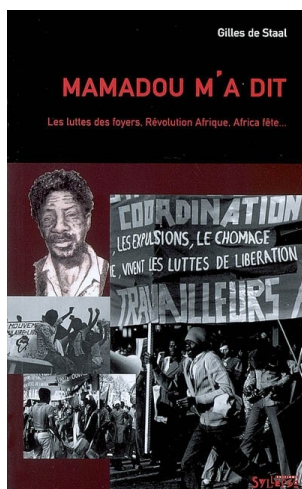
Les massacres du camp de Thiaroye (1er décembre 1944) sont au même titre que ceux de Chasselay (19 et 20 juin 1940) des crimes de guerre contre des soldats « noirs » parce qu'ils étaient noirs. En ces temps de débat sur l'identité nationale, c'est de bonne guerre de le rappeler.

Moulzo

-
- (1) Marc Michel, *L'appel à l'Afrique*.
 - (2) « La Force noire » écrit en 1910 est le titre du livre du Général Charles Mangin instigateur de l'idée de création d'une armée composée d'Africains noirs.
 - (3) Notons aussi l'exécution du capitaine Charles N'Tchoréré qui obtient à partir lors de la Seconde Guerre mondiale à la tête d'un bataillon de volontaires gabonais. Le 7 juin 1940, il est exécuté d'une balle dans la tête par un officier allemand qui ne pouvait supporter que C. N'Tchoréré réclame d'être traité en officier.
 - (4) Tata signifie « enceinte de terre sacrée »
 - (5) Julien Fargettas, *Le massacre des tirailleurs sénégalais du 25ème RTS-région lyonnaise-19 et 20 juin 1940*.
 - (6) Celles-ci sont accordées pourtant aux métropolitains.
 - (7) Le réalisateur Sembène Ousmane en a fait un film en 1988 intitulé « Thiaroye 44 ».

(RE)LIRE...

« *Mamadou m'a dit* », de Gilles de Staal (2009).



A l'occasion de la mort de Mamadou Konté, promoteur d'Africa Fête, Gilles de Staal revient dans un ouvrage sur sa rencontre avec celui qui inspira François Béranger dans sa chanson dénonçant le colonialisme français « Mamadou m'a dit ». L'histoire de cette rencontre, c'est surtout l'histoire de ce groupe, issu de la LCR dans les années 70, qui se nommera ultérieurement Révolution Afrique. A partir des interventions dans les foyers immigrés, il développera un travail qui aura des répercussions tant en France qu'en Afrique. Le succès de ce groupe tient à son type d'intervention politique, qui,

pour mener les luttes sur les conditions de vie dans les foyers, va promouvoir les assemblées générales et les comités de lutte qui seront en totale rupture avec les structures en place, reproduisant le système hiérarchique des villages. Cette façon de procéder sera aux antipodes des interventions des différents groupes maoïstes, qui eux, s'adapteront aux règles coutumières régissant la vie dans les foyers. C'est ainsi que des jeunes vont émerger, devant mener deux luttes de front, la bataille contre l'administration des foyers, ce que l'on appellera le colonialisme à domicile, et les hiérarchies africaines en place, plus portées sur les compromis avec les autorités.

Ce livre s'attarde avec finesse et subtilité sur ces jeunes militants, qui seront pris entre deux feux: celui la lutte, de la liberté, et de l'autre, la fidélité aux modes de vies dans les campagnes africaines. Les années 70, ce sont aussi des années de luttes contre le colonialisme portugais sur le continent africain, les luttes contre l'apartheid, et aussi les luttes sociales comme au Sénégal, au Mali, au Congo ou à Djibouti. C'est dans ce dernier pays que va apparaître une organisation, le MPL qui se réfère explicitement à Révolution Afrique au niveau de son orientation politique. Cette organisation deviendra rapidement un parti de

masse, promouvant dans les idées et les faits, l'égalité entre hommes et femmes, parti qui sera capable de déjouer à plusieurs reprises les provocations favorisant les dissensions ethniques. Le MPL sera décimé par une répression violente, conduite par le responsable de la sécurité intérieure Mohamed Guelleh, celui qui est actuellement à la tête du pays et qui est impliqué dans l'assassinat du juge Borrel. Les années 80 marqueront le déclin de cette organisation qui aura, au moment de son fait, rassembler plus d'une centaine de militant(e)s. La question de l'implantation de ces militants sur le continent africain marquera la fin de cette épopée, dans une période où les termes des rapports de force s'exprimeront différemment.

Ce livre, au-delà de sa clarté et de son analyse sociologique pertinente, nous fait découvrir et partager les combats d'une génération de militant(e)s dont la lutte contre le colonialisme à domicile se confondait avec la lutte pour le socialisme en Afrique.

Paul Martial

« *Le devoir de violence* », de Yambo Ouleguem (1968)

1968: Yambo Ouologuen, écrivain malien du pays Dogon, est lauréat du Prix Renaudot. Œuvre cruelle, faite de sang et de férocité, ce texte fit l'objet d'une telle controverse qu'il fut censuré pendant 30 ans, avant sa réédition au Serpent à Plumes en 2003. Cette saga retrace depuis le 13^e siècle l'histoire de la dynastie des Saïfs, maîtres du mythique empire Nakem, qui règne par la ruse, la terreur et la collaboration avec les blancs. Fait d'excès, crimes et démesure, ce livre dément une vision angélique de l'Afrique, et révèle la complexité d'un continent où esclavage et colonisation existaient avant l'intrusion européenne. Accusé de plagiat (l'éditeur ayant supprimé les guillemets autour des emprunts volontaires de l'auteur), et de complaisance avec l'occupant blanc, Ouologuen, détruit par une campagne de diffamation, se réfugie dans la colère et le silence.

2009: Mamadou Poudioubou, son neveu, vit à Paris et n'a toujours pas obtenu de titre de séjour. C'est un des Sans-papiers de la rue Baudelique.

VISITER...

« *L'Art d'être un homme, Afrique, Océanie* »

Exposition au Musée Dapper (35 bis, rue Paul Valéry - 75116 Paris), du 15 octobre 2009 au 11 juillet 2010. Les ornements et emblèmes révélateurs des identités masculines en Afrique subsaharienne et en Océanie seront au cœur de cette exposition. Celle-ci regroupera une grande diversité d'œuvres – parures, sculptures, vêtements, insignes – et abordera les significations matérielles et symboliques dont les objets sont investis.

« *L'univers de la SAPE* »

« Culture urbaine et décalée, la SAPE (Société des ambassadeurs et des personnes élégantes) est au fait l'objet des travaux photographiques de Baudouin Mouanda et d'Héctor Mediavilla. Regards croisés sur un même univers, où marginalité et intégration flirtent avec provocation et contestation. » Egalement du 15 octobre 2009 - 11 juillet 2010.



Pour plus d'informations : <http://www.dapper.com.fr/>

ECHOS DU GTA...

A l'initiative du Groupe de Travail Afriques du NPA s'est tenue une projection-débat sur le 17 octobre 1961 à Paris. Le documentaire « Dissimulation d'un massacre », a été projeté en présence du réalisateur, Daniel Kupferstein. Malgré une mobilisation limitée, cette première apparition publique fut un succès. 60 personnes environ étaient présentes ce soir là, dont beaucoup de jeunes enfants d'immigré-e-s, ainsi que quelques témoins du 17 octobre. Le débat fut dynamique, et plusieurs enjeux en étaient tirés.

- La reconnaissance des responsabilités de l'Etat français dans les massacres, et la reconnaissance du nombre réel de morts (environ 200 personnes).

- La nécessité de transmettre, et faire vivre l'héritage de la résistance algérienne par une valorisation de la parole des chibanis.

- La lutte contre la répression policière, raciste et néocoloniale. Actualité brûlante, comme l'a montré la réactivation de la loi d'état d'urgence, adoptée pendant la guerre d'Algérie, durant les émeutes de 2005.

Nous tenons particulièrement à remercier l'accueil de la Librairie Résistances (www.librairie-resistances.com/), ainsi que la participation de Daniel dans l'animation du débat.

Réunion, rencontres, débats

RDV à Evreux le samedi 28 novembre : réunion publique « NORD NIGER, une région pillée, un peuple sacrifié »

Dès 14h, exposition « Areva ne fera pas la loi au Niger ». Stands des organisations participantes, Vente d'artisanat touareg

A 16 h, projection du documentaire « Niger : la bataille de l'uranium », de Frédérique Denis, Stéphane Manier, Siby Nahan.

Table-ronde débat animée par Nicolas Rossignol (Attac27), Intervenants : Issouf Ag Maha (Tchinaghen), Jean-Claude Mary (RSN27), Etienne Lozay (CCFD), Jean-Yves Guyomarch (Les Verts-Europe Ecologie), Pierre Vandevoorde (NPALouviers)

A partir de 19 h, rencontre inter-associative et festive autour d'un repas-buffet Avec les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne et Evreux-Nature-Environnement - Participation aux frais : 7,5€ - réservez votre repas

Entrée libre – Renseignements : 06 28 05 76 57 ou contact@targuinca.org

A Evreux, Maison de quartier de Nétreville, 5 rue Duguay Trouin

Organisateurs : Association Targuinca, Attac27, CCFD Terre Solidaire, Collectif Tchinaghen, Les Verts Europe-Ecologie 27, NPA Louviers, Sortir du Nucléaire 27.

« Lorsqu'un écrivain et le « roi de la SAPE » se rencontrent... »

Samedi 28 novembre, à 15 h : Alain Mabanckou, qui a fait une place de choix à l'univers de la SAPE dans certains de ses livres et dans un texte pour l'ouvrage de l'exposition *L'Art d'être un homme*, incitera Djo Balard, l'une des figures emblématiques de ce courant, à évoquer son parcours original. Entrée libre. Réservation conseillée au 01 45 00 91 75.

Dimanche 29 novembre à 16 h 30 Ciné-club Afrique « La Vie est belle », de Benoît Lamy et Mwézé Ngangura Belgique, R.D.C., fiction, 1987, 83 min.

Mobilisations à venir

- Du 19 au 28 février 2010: semaine anticoloniale

Cette « Semaine anti-coloniale », est organisée au niveau local, régional, national et international. Elle réunit chaque année des militants associatifs, syndicaux, politiques, français et immigrés, voulant rendre visible la mémoire et l'actualité de l'anticolonialisme sous toutes ses formes. Un collectif coordonne la semaine Anti-coloniale et fédère autour de ce projet commun toutes les énergies. Pour exiger ensemble : l'abrogation de la loi du 23 février 2005 et la reconnaissance par l'Etat Français de sa responsabilité dans les crimes coloniaux ; la fin des rafles et des expulsions, la régularisation des sans papiers ; la suppression du Ministère liant identité nationale et Immigration ; le retrait des administrateurs de la banque de France des conseils d'administration des banques centrales africaines ; l'indépendance des dernières colonies françaises et le respect à l'autodétermination des peuples colonisés.

Pour en savoir plus : <http://www.anticolonial.net/>

- 1er mars 2010: la journée sans immigré-e-s

« Durant 24 heures, participons à la non-activité économique dans les entreprises, dans les associations, dans la fonction publique, dans les écoles et les lycées, dans les universités, dans les hôpitaux, dans les associations, dans les commerces, dans l'industrie, dans le bâtiment, dans l'agriculture, dans les services, dans les médias, dans la politique... »

Pour en savoir plus: <http://www.lajourneesansimmigres.org/fr/>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: <http://afriquesenlutte.blogspot.com>
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>